



En amont de cette déclaration, nous avons une pensée toute particulière pour notre collègue et camarade du Cantal, Caroline Grandjean qui s'est donnée la mort hier, jour de rentrée scolaire.

Ce GT de rentrée s'ouvre dans un contexte d'annonces budgétaires gouvernementales dont la logique austéritaire est particulièrement contestable.

Le Premier ministre Bayrou a annoncé le 15 juillet dernier son projet de baisse de près de 44 milliards d'€ des dépenses de l'Etat, en instaurant des coupes budgétaires dans quasiment tous les ministères. Ces choix s'inscrivent sous le signe de l'injustice et de l'inégalité ! En effet, le 1er Ministre refuse toujours d'engager une réforme fiscale pour mieux imposer les plus riches et les grandes entreprises de ce pays. Il fait passer au régime sec les Services Publics faisant croître dans le pays les inégalités et la pauvreté. Ce sont bien les populations les plus précaires, dont certains de nos élèves, qui vont subir ces choix.

A tout cela s'ajoute une nouvelle année blanche sur les salaires et le gel du point d'indice 2025 qui accentue le déclassement salarial des fonctionnaires. Rappelons aussi que les salarié.es qui n'ont pas la chance d'être en bonne santé sont privé.es de 10% de leur rémunération en cas de maladie !

Il faut également rappeler que la dette publique a été délibérément creusée depuis l'élection de M. Macron en 2017 par des baisses d'impôts (baisses de recettes) cumulées représentant pas moins de 308 milliards d'€ en moins dans les caisses de l'Etat, dont 211 milliards d'€ de cadeaux fiscaux aux ultra riches et aux grandes entreprises, sans aucun contrôle, selon le récent rapport de la Commission d'Enquête du Senat ! 211 milliards, c'est plus que 3 fois le budget de l'Education Nationale !

Non, ce ne sont pas les dépenses qui ont explosé depuis 2017 mais le manque de recettes par tous ces cadeaux fiscaux. Messieurs Macron et Bayrou veulent faire payer l'addition à la population et surtout aux plus démunies en annonçant, non seulement 2 jours supplémentaires de travail avec la suppression de 2 jours fériés, mais aussi moins d'argent pour l'Hôpital Public, l'Education Nationale, la Protection Sociale qui sont les piliers du projet de société auquel nous croyons et sommes attachés.

Oui, nous avons donc bien à faire à un choix de société où la question du budget est centrale. C'est pourquoi la FSU soutiendra la journée du 10 septembre, prenant part aux initiatives citoyennes prônant une politique solidaire juste et humaine. Elle continuera à défendre les services publics et la justice sociale et sera à l'initiative d'une prochaine journée de grève.